

Appel

Pour une Europe sociale et solidaire

Matthieu de Nanteuil

Sociologue, professeur à l'UCL

LISE (CNAM-CNRS)

Denis Stokink

Président du « Think tank » européen Pour la Solidarité

Il y a plusieurs mois, l'Europe se trouvait réunie pour commémorer l'immense blessure de la Shoah. Au moment d'entamer une nouvelle étape majeure de son développement, à travers l'invention d'une « Constitution pour l'Europe », elle est plus divisée que jamais.

Née avec les Lumières, la démocratie européenne s'est toujours construite autour d'un double défi : surmonter le traumatisme des guerres, trouver une réponse aux inégalités sociales en s'appuyant sur les droits de l'homme, le pluralisme culturel et la solidarité.

Depuis plus d'un demi-siècle, ces principes de civilisation ont permis une synthèse entre les ennemis d'hier et débouché sur le pacte social de l'après-guerre, décliné à l'échelle des Etats-nation. Ce pacte a soutenu le projet européen pendant de longues années, fournissant une utopie de transformation sociale réaliste pour les uns, permettant aux autres d'aménager le libéralisme économique, sans en mettre en cause les fondements. Ce pacte est aujourd'hui mis à mal par des ressources déclinantes, l'absence de projet, mais aussi en raison des transformations systémiques qui ont lieu depuis plusieurs décennies. Un monde complexe, entièrement nouveau, est en train de se former sous nos yeux, fait de technologies ultra-sophistiquées, de gigantesques mouvements migratoires, de sur-exploitation des ressources naturelles, mais aussi de la fluidité que permet le capitalisme mondialisé, avec les risques de chômage élevé que cela entraîne. Sans oublier la pauvreté absolue, les famines et la manque de sécurité alimentaire pour un tiers de la planète. Tout ceci a profondément déstabilisé les fondements sur lesquels le pacte social avait été installé et consolidé.

Il est clair qu'une Europe démocratique a besoin de développer un modèle social viable, qui lui permettra de contribuer positivement à la construction du monde du XXI^e siècle. La tâche qui nous attend n'est pas de réinventer le passé, mais de refonder un nouveau modèle social en phase avec les demandes des populations dans le futur. Nous sommes convaincus que ce défi doit être relevé au niveau européen. Compte tenu de l'urgence et de l'ampleur de la tâche, proposons quelques éléments de diagnostic, puis quelques pistes pour une refondation.

En premier lieu, le développement sans précédent de **la relation de service**, qui constitue l'une des aspects majeurs des transformations contemporaines, ne doit être interprété ni comme la simple montée en puissance du secteur des services, ni comme l'émergence massive de petits boulots sans qualifications, antichambre d'un salariat à deux vitesses. La relation de service est aussi présente dans l'industrie, la culture ou l'enseignement que la santé ou les services sociaux. **L'économie se tertiarise**. L'entrée dans une économie de ce type pose une redoutable question à nos sociétés modernes. L'évaluation de la qualité de service dépend autant du producteur que du consommateur, du salarié que de l'usager, de l'organisation qui fournit que des institutions qui l'encadrent. En clair, le contenu de la richesse produite peut faire l'objet d'un choix explicite, mais celui-ci engage la société dans son ensemble. A l'évidence, ces services sont trop vastes et leur contenu trop relationnel pour se laisser prendre au piège d'une marchandisation sans fin. Mais leur faculté à se muer en véritables lieux de solidarité, leur capacité à façonner une économie qui ne soit pas réduite au marché suppose de prendre à bras le corps le sens que nous voulons donner à ce que nous appelons « économie ». En réalité, toutes les activités sont concernées, rurales ou urbaines, matérielles ou culturelles. La définition d'un modèle social et démocratique exige que cette « économie des services » soit ré-encadrée dans la société.

En second lieu, le développement d'une *flexibilité multiforme* est soit idolâtrée sur l'autel de la concurrence internationale par les uns, servant de vocable policé pour évoquer des salaires de très bas niveau, soit érigée au rang de bouc-émissaire du changement par les autres, devant les difficultés à penser l'évolution des modes de travail et de vie. Mais la flexibilité n'est pas seulement une question économique, elle est aussi un enjeu culturel. La demande de certaines formes de flexibilité se généralise chez les salariés (horaires flexibles, relations hiérarchiques plus souples, contenus professionnels variés, temps sociaux enchevêtrés, conciliation travail/famille accrue, etc.). Son introduction peut servir de complément ou de substitut aux remèdes traditionnels, en vue d'accroître l'efficacité économique des firmes ou des pays. Mais cette évolution n'est possible que si elle va de paire avec de nouveaux développements sociaux. La sécurisation des emplois ou des trajectoires doit être renforcée, devenant à son tour un nouveau droit humain fondamental, au même titre que le droit syndical, la liberté d'entreprendre ou le principe de non-discrimination entre les groupes ethniques ou entre les sexes. A chaque niveau de l'activité humaine, des demandes et des attentes en matière de droits humains se font jour. ***Le domaine des droits de l'homme s'élargit et se radicalise.*** Dans ce contexte, la volonté politique visant à contrer l'expansion d'une société de marché ne peut s'arrimer sur une conception archaïque de l'action publique. Les hommes et femmes politiques concernés doivent à la fois définir des principes généreux et considérer les acteurs syndicaux et associatifs comme des partenaires à part entière de l'initiative publique. C'est à tous ces acteurs que revient la responsabilité partagée d'inventer un nouveau modèle social, soutenu par un vaste mouvement de négociation et capable de bâtir des droits sociaux solides, incluant les droits des plus faibles.

Enfin, nos sociétés sont confrontées à une *mutation de l'individualisme*. En prenant en charge à lui seul le problème de l'inégale répartition des richesses, l'Etat-providence permettait à chacun de ne s'occuper que de lui-même. L'individualisme n'est pas nouveau : il est inhérent à la modernité démocratique, qui fait de chaque individu un titulaire de droits universels, un citoyen. Ce qui est nouveau en revanche, c'est exactement l'inverse : la perte de confiance dans des figures collectives qui ont largement contribué à forger les trajectoires individuelles, mais dessinaient aussi un socle de destin. Beaucoup voient là l'expression du repli sur soi, l'agrégation de tous les égoïsmes, une société du zapping généralisé. Cette explication est pourtant insuffisante. Derrière les entreprises en réseau et les associations de quartier, derrière les mouvements sociaux et les solidarités multiples, se cachent des collectifs nouveaux. Il ne remplacent en rien l'Etat – ils en accentuent au contraire la nécessité face à l'absence de projet partagé. Mais ils déplacent le lieu du politique. Ils réclament une autre manière de faire la « chose publique ». Dans nos sociétés complexes et déchirées, à l'heure des flux mondialisés, les acteurs locaux et trans-nationaux inventent des réponses inédites, articulent la résistance aux puissants avec de véritables initiatives économiques, déploient des fragments d'universalité. ***Nos sociétés accroissent leur réflexivité politique.*** En échange, elles appellent une autre intelligence politique que celle prônée par les réactivations surannées du souverainisme ou les démonstrations chiffrées de l'utilitarisme ambiant. Elle réclament davantage que les étendards récurrents de la mobilisation citoyenne, brandis par des partis qui sont souvent peu enclins, dans leur fonctionnement ordinaire, à prendre appui sur la dynamique des mouvements collectifs et des tissus économiques en émergence. Les peurs ne cesseront de progresser si les pouvoirs traditionnels ne s'appuient pas davantage sur des sociétés en marche pour concevoir et développer leurs projets. En ce début de siècle, l'individualisme prend la double figure de l'égoïsme et de l'autonomie. Il est encore temps de faire en sorte que, par laissez-faire ou mépris, le premier ne triomphe pas du second, afin de redonner sens à une modernité qui refuse la facilité technocratique, tout en gardant le souci du bien commun.

Un dernier aspect mais non le moindre concerne ***les limites du progrès matériel sans fin***. La croyance dans les bénéfices naturels d'un progrès matériel illimité, soutenu par la science, a perdu sa crédibilité. La sur-exploitation des ressources et la pollution de la planète exigent plus que des demi-mesures. Par exemple, la montée trop tardive du prix du pétrole par les mécanismes du marché n'offre aucune alternative européenne ou planétaire qui garantirait la survie des générations

futures. Notre modèle de société doit avoir cela en tête. Ici comme ailleurs, la concurrence des nationalismes du passé doit disparaître pour faire place à un souci pour le bien commun à tous les niveaux de la société, du local au global. Ayant atteint les limites des ressources naturelles, nous devons désormais interroger nos anciennes croyances dans le progrès matériel. Celles-ci peuvent être remplacées par d'infinies possibilités culturelles, qui ouvriraient la voie à une reconceptualisation de la société sur la base des services dont nous avons parlé plus haut. Ce qui entraîne une redéfinition des objectifs et de l'organisation de nos activités économiques. Car en dernier lieu, ces limites sont celles de la science elle-même : la foi dans la science et le progrès qu'elle a engendré ont certainement permis de développer la vie humaine et d'accroître l'espérance de vie en de nombreux endroits. Mais, dans une société future, nous attendons de cette même science qu'elle contribue à améliorer la qualité de la vie. Aujourd'hui, quand elles se cantonnent à une re-programmation génétique de monde végétal, du monde animal ou de celui des humains. Les voies strictement scientifiques ne semblent nous mener nulle part. Nous avons besoin d'une approche éthique sur ces questions, inscrite en contexte démocratique, autant pour pouvoir partager les bénéfices du progrès matériel passé que pour éviter de nous engouffrer dans des systèmes technocratiques et eugéniques que la science fiction a si bien décrits.

Sur tous ces aspects, l'Europe n'est pas sans ressource : malgré les difficultés actuelles, elle bénéficie d'institutions publiques fortes et d'une diversité culturelle source de dynamisme. Il lui reste à prendre appui sur ces ressources pour repenser ce qui fait son essence même depuis les Temps démocratiques : sa conception du politique. Dans ce but, affronter les quatre défis que sont la montée des services, le développement de la flexibilité, les mutations de l'individualisme et les limites du progrès matériel suppose d'élaborer un nouveau compromis socio-économique. Trois enjeux se dégagent :

- sur le plan des *politiques sociales*, il est essentiel de favoriser une protection sociale qui refuse l'assistance comme le travail obligatoire. Cet objectif suppose de réaffirmer le droit à un niveau minimum de ressources tout en fournissant un soutien renforcé aux démarches d'insertion, individuelles et collectives. Mais cela suppose aussi d'affronter la complexité des dynamiques sociales à l'œuvre dans l'économie. L'Europe sociale doit donc contribuer à *la mise en place d'une « sécurité sociale professionnelle »* assurant la continuité des droits (chômage, maladie, mais aussi formation, représentativité syndicale, etc.) dans la discontinuité des emplois ; mais elle doit aussi permettre de renégocier régulièrement le recours aux emplois de « transition », à l'échelle des secteurs ou des territoires, de façon à permettre aux individus de renouer avec une certaine maîtrise d'eux-mêmes, de leur travail, de leur histoire ;
- sur le plan *des politiques économiques*, la mythification du marché n'est pas tenable. Le marché est lié à la modernité. Mais quand il envahit toute la société, il devient une menace pour la démocratie. La construction d'une Europe sociale est désormais indissociable de *l'existence d'une autre économie*, tout particulièrement d'une économie non marchande et d'un tiers secteur qui sont devenus des composantes essentielles de notre mode de vie européen. Les conséquences sont de plusieurs ordres. Les services d'intérêt général, loin d'être une catégorie subsidiaire de services, sont au cœur du modèle européen. Entre marché et service public, il existe de plus une multitude de services, à la fois individuels et collectifs. Ces services – forcément mixtes – sont en attente d'une architecture institutionnelle leur permettant de se stabiliser et de se consolider. En d'autres termes, si la société européenne a traversé l'histoire sur la base d'une économie avec marché, toutes ses activités économiques ne peuvent pour autant se réduire au marché. La légitimité du seul marché doit être contestée, si nous admettons le principe d'une régulation publique qui, en s'inscrivant dans des normes sociales et environnementales, soit orientée vers le développement durable. L'économie comme la société européenne de demain doit se construire de manière authentiquement *plurielle* : parallèlement au marché, il importe de reconnaître toutes les formes économiques ancrées dans la solidarité, en particulier celles

qui connaissent une dynamique forte depuis quelques années (initiatives associatives et coopératives dans les services, commerce équitable, réseaux d'échanges locaux, finances solidaires, monnaies sociales, etc.) ;

- sur le plan *de la méthodologie politique* enfin, l'élaboration d'un nouveau compromis socio-économique suppose *une démarche appropriée*. Les transformations ne peuvent plus être conçues à partir d'un seul pays ou d'une seule élite, intellectuelle ou politique. Il devient essentiel d'inclure dans les politiques publiques la variété des initiatives non gouvernementales qui se réclament d'une volonté de démocratisation, afin d'asseoir l'Europe sociale sur une base non technocratique. Cette co-construction appelle aussi des rapports renouvelés entre chercheurs et acteurs sociaux, pour contribuer à l'élaboration d'espaces publics internationaux, antidotes aux risques de repli nationaliste.